

29 janvier 2024 - Le Populaire du Centre



Rassemblement ce samedi 27 janvier en gare de Limoges. © Christophe Péan

Aucune tendance politique n'a manqué à l'appel, ce 27 janvier, en gare des Bénédictins à Limoges. Élus, mais aussi chefs d'entreprise, cheminots et usagers ont dit une nouvelle fois leur exaspération face aux dysfonctionnements et aux incessants retards de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse (POLT). Ironie du sort : au même moment, le train en provenance de Paris-Austerlitz affichait 1 h 40 de retard pour « défaillance de matériel »...

10 h 30 ce samedi 27 janvier au matin dans le hall de la gare des Bénédictins à Limoges. Une foule inhabituelle stationne dans le hall. Sénateurs, députés, élus locaux, responsables syndicaux, cheminots, chefs d'entreprises, usagers sont venus une nouvelle fois dire leur exaspération face aux dysfonctionnements incessants de la ligne POLT (Paris - Orléans-Limoges-Toulouse), dont la rénovation fastidieuse traîne en longueur. Une manifestation prévue de longue date, fédérant à peu près toutes les tendances politiques, et

coordonnée avec quatre autres rendez-vous revendicatifs (*) organisés tout au long de cette ligne ferroviaire stratégique pour les territoires traversés.

Bloquées six heures en rase campagne

Un véritable rassemblement œcuménique autour du « train de l'enfer », comme l'ont baptisé Anne et Aurélie, deux sœurs habituées des déplacements vers la capitale pour raisons familiales. « Le hasard fait que nous avons toutes les deux nos enfants qui habitent à Paris, et on va régulièrement les voir ensemble, explique Aurélie. C'est devenu un cauchemar : il n'y a pratiquement plus un voyage où on arrive à l'heure. L'an dernier, on est même restées bloquées six heures en rase campagne sans qu'on nous donne la moindre explication. Ce n'est pas difficile, à chaque fois qu'on part, on a la boule au ventre. »

L'incertitude des horaires

Parmi les manifestants venus ce samedi en gare de Limoges-Bénédictins, Anne Ortega, qui dirige une entreprise de 55 salariés installée au nord de Limoges (dont le siège social est basé à Rouen), désespère quant à elle de pouvoir un jour accueillir dans la capitale de la porcelaine l'assemblée générale de sa maison-mère. « On a pourtant tout ici, un cadre magnifique, des lieux emblématiques pour recevoir tout le monde. J'essaie de convaincre tous les ans la direction générale. Mais à chaque fois, on m'oppose le temps de trajet et, surtout, l'incertitude des horaires. Faire venir à Limoges 300 ou 400 participants sur deux jours implique forcément de prendre le train. Et vu de Paris ou de Rouen, c'est mission impossible. »

« Un frein certain pour le dynamisme de la ville et du Limousin »

À la tête d'une grosse unité de répartition pharmaceutique qui rayonne sur six départements (Cerp Rouen), Anne Ortega est formelle : « La question du POLT est un frein certain pour le dynamisme économique et culturel de la ville et du Limousin. Les deux dernières fois que j'ai pris le train pour Paris, j'ai essuyé successivement 2 heures et 1 h 30 de retard. Désormais, je prends la voiture. Mais ce n'est pas normal. Il y a longtemps que Limoges devrait être à 2 heures de Paris. On veut bien accepter 2 h 30, mais c'est le maximum tolérable pour que Limoges ait la visibilité qu'elle mérite depuis la capitale. »

Deux voyages quotidiens directs ?

Les politiques et les acteurs socio-économiques ont rappelé leurs griefs, notamment vis-à-vis d'un État visiblement peu enclin à désenclaver le Limousin, après l'échec du projet de ligne à grande vitesse que chacun semble désormais vouloir oublier, et alors que la rénovation totale de la ligne et du matériel s'annonce longue, complexe, coûteuse, et pas forcément

immédiatement efficace. « Pour ma part, je maintiens ma position, a rappelé au passage le président du Conseil départemental de la Haute-Vienne, Jean-Claude Leblois : ce qu'il nous faut en urgence, c'est la garantie de deux voyages quotidiens directs entre Paris et Limoges. »

Mais il faudra sans doute bien d'autres mobilisations pour faire accélérer le douloureux dossier de la ligne POLT, dont les incidents quasi-quotidiens n'en finissent pas d'impacter les territoires.

En gare de Limoges, ce 27 janvier, les manifestants n'ont pas eu à remonter bien loin dans leurs souvenirs pour trouver un exemple de dysfonctionnement sur la ligne. Il leur a suffi de lever le nez vers les tableaux d'affichage. Et c'est en riant (jaune) qu'ils ont découvert que le train en provenance de Paris et en direction de Toulouse prévu à 12 heures était annoncé avec... 1 h 40 de retard.

« Bah, 1 h 40, ce n'est pas grand-chose, on a eu pire », a lâché un usager, philosophe. Raison officielle : « défaillance de matériel ». Un peu plus tard, lorsque le train est enfin arrivé (avec finalement 1 h 30 de retard « seulement »), des usagers curieux qui s'étaient renseignés ont fait savoir qu'il s'agissait vraisemblablement d'une panne de locomotive, laquelle serait en service... depuis un demi-siècle. « Ce qu'on redoute le plus, c'est qu'un jour il y ait un grave accident », confiait une passagère dépitée.

Selon l'association Urgence Polt, 30 % des annulations sont dues à des pannes de locomotives, 70 % à des arbres sur les voies, à des traversées de gibier ou à des problèmes de personnel. Depuis fin novembre, plus de 130 trains ont été supprimés sur la ligne.

L'arrivée prochaine, l'an prochain ou en 2026 au plus tard, des nouvelles rames baptisées Oxygène ne réglera pas tous les problèmes de la ligne Paris-Orléans-Limoges-Brive-Toulouse. Car ces nouvelles rames, aussi modernes et élégantes soient-elles, ont également un gros défaut : leur maintenance ne pourra s'effectuer qu'en un seul lieu, à la capitale, sur le site de Paris-Masséna.

(*) Sept rassemblements simultanés ont eu lieu à Limoges, Vierzon (Cher), Châteauroux (Indre), Issoudun (Indre), La Souterraine (Creuse), Brive-la-Gaillarde (Corrèze) et Gourdon (Lot).

